

Organisations ouvrières de France, appelez à manifester l'ensemble des travailleuses et des travailleurs en soutien à nos frères et sœurs de la Guadeloupe et de la Martinique ! Reprenez les revendications ouvrières de la Guadeloupe, préparez la grève générale !

DES GRÈVES GÉNÉRALES CONTRE LA VIE CHÈRE ET L'EXPLOITATION

À la Guadeloupe, le Collectif contre l'Exploitation outrancière (« *Liyannaj Kont' Pwofitasyon* ») regroupe 46 organisations syndicales, culturelles et politiques (dont l'UGTG, qui a remporté 52 % des voix aux élections prud'homales de 2008, FO, la CGT, le PCG, l'organisation sœur du PCF, et CO, celle de LO). Le LKP se présentait lui-même comme une alliance de notables et d'ouvriers (« *moun wodibou ansanm avè moun badibou* »). D'ailleurs, sa plateforme mélangeait les revendications ouvrières et populaires avec des bavardages de petits bourgeois (« *une société neuve qui sera capable de développer l'éducation, la connaissance, la santé, le logement, le travail et le respect pour ses enfants en conservant ses traditions* ») et des illusions dans la collaboration entre les classes (acceptation du travail le dimanche, simple moratoire du projet Sarkozy- Darcos de recrutement des enseignants, participation de représentants salariés aux organes de direction des d'entreprise, etc.).

Cependant, sous la pression ouvrière, le LKP a fini par appeler à la grève générale illimitée. Débutée le 20 janvier, celle-ci a duré plus de 5 semaines. Le 30 janvier, 60 000 personnes ont défilé à Pointe-à-Pitre (l'île compte 400 000 habitants). En Martinique, le 5 février, une grève du même type a commencé, à l'appel du Collectif du 5 février, qui regroupe plusieurs syndicats. Il réclame, entre autres, 350 euros pour les bas salaires. Le 9 février, la manifestation de Fort-de-France a regroupé 25 000 personnes (sur 400 000 habitants dans toute l'île). En Guyane, le 18 février, la première manifestation ouvrière a rassemblé plusieurs centaines de travailleurs. À la Réunion, un collectif regroupant les syndicats (dont la CGTR) et des partis (dont le PS) appelle à une journée de grève générale et manifestations pour le 5 mars afin d'arracher 200 euros pour les bas salaires et les revenus sociaux, ainsi que la baisse de 20 % des prix.

C'est contre le chômage et la vie chère que la population laborieuse s'est dressée dans ces « départements d'outre-mer », issus de l'empire colonial français. Un jeune sur deux est au chômage, globalement 23 % des travailleurs sont privés d'emplois en Guadeloupe, 22 % en Martinique. Plus de la moitié de ces chômeurs sont sans travail depuis plus de trois ans. 120 000 Guadeloupéens dépendent des minimas sociaux. Les prix flambent, supérieurs de 30 % à ceux pratiqués en France.

« LA GUADELOUPE EST À NOUS, LA GUADELOUPE NE LEUR APPARTIENT PAS »

Augmentation de 200 euros des salaires, des retraites, des minima sociaux, relèvement du SMIC, baisse des prix des produits alimentaires, gel des loyers, baisse de 50 centimes du litre d'essence... la classe ouvrière de Guadeloupe, de Martinique et de la Réunion avance ses propres revendications. Elle met en œuvre les méthodes classiques des exploités pour les arracher : grève générale, manifestations de masse, piquets de grève, assemblées et collectifs pour s'organiser et décider.

Les grèves, les barrages routiers, les manifestations, l'autodéfense contre les patrons, la gendarmerie et la police à leur service, traduisent l'exaspération de la classe ouvrière et de la jeunesse des Antilles face à la paupérisation, au racisme, au chômage et à la répression policière. Leur exploitation et leur pauvreté résultent de la dépendance économique entretenue vis-à-vis de l'impérialisme français et du maintien de la propriété des principaux moyens de production et de distribution aux mains des Békés, les descendants des esclavagistes.

L'ordre bourgeois, y compris ses aspects coloniaux aussi archaïques que répugnants, est maintenu, quand c'est nécessaire, par l'envoi de policiers de la République française qui jouent un rôle encore plus répressif et violent qu'en France. En Guadeloupe, en 1952, les CRS ont blessé 14 ouvriers du sucre et en ont assassiné 4 ; en 1967, la police a tué 87 ouvriers du bâtiment.

La misère, le refus de satisfaire les revendications, les menaces et la répression ont abouti à des actes échappant à tout contrôle, dont l'assassinat d'un syndicaliste, dont le président et le gouvernement français, qui en sont responsables, se servent pour diviser la population guadeloupéenne et martiniquaise.

MANŒUVRES POLICIÈRES ET POLITIQUES POUR RESTAURER L'ORDRE BOURGEOIS ET COLONIAL

Sarkozy, Fillon et Alliot-Marie ont envoyé des milliers de policiers aux Antilles, en renfort des forces de répression déjà présentes. Pour l'emploi de ces mercenaires de la bourgeoisie, pour leur équipement et pour leurs déplacements à travers l'océan, l'État bourgeois sait trouver de l'argent. Les préfets les utilisent pour tenter de briser la grève et d'intimider les manifestants : couvre-feu à la Martinique, attaques des barrages en Guadeloupe et en Martinique, et même tirs à balles réelles en Guadeloupe contre des jeunes qui avaient osé s'armer pour se défendre contre leurs exactions...

Pour mettre fin à la grève générale, le président et le gouvernement ont envoyé, outre les milliers de policiers, le « secrétaire d'État à l'Outremer », Yves Jégo, puis deux « médiateurs ». Ils ont aussi aidés sur place par les élus PS qui réclament un... « assouplissement de la grève générale ».

Confronté à la grève générale, Sarkozy se garde bien d'aller lui-même aux Antilles. Il paraît qu'il a même évité les agriculteurs antillais présents au Salon de l'agriculture. Par contre, il a convoqué une poignée d'élus de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion à l'Élysée le 19 février. Alfred Marie-Jeanne, président du Conseil régional et député « indépendantiste » de la Martinique, en est sorti en osant dire : « *il est très difficile de dire si on est satisfait ou non* ». Victorin Lurel, le président « socialiste » du conseil régional de Guadeloupe, y a même vu « *une avancée significative* ». Le 27 février, Oscar Temaru, le président « indépendantiste » de la Polynésie, a déclaré, après avoir déjeuné avec Jégo : « *Le président de la République a dit qu'il n'y aura pas de tabou dans les discussions (...) c'est ce que nous souhaitons tous* ».

EST-CE VRAIMENT UN ACCORD « QUI VAUT SON PESANT D'OR » ?

En fait, le 21 février, après avoir estimé que le « *paroxysme* » de la crise était probablement passé, Sarkozy a réclamé que le calme revienne et a préconisé pour cela des négociations entre « *partenaires sociaux* » (sic). Les dirigeants de la coalition LKP s'y sont pliés. Ils ont accepté un pré-accord le 8 février avec Jégo, sans avoir arraché les 200 euros, ni les autres revendications des travailleurs et des jeunes de la Guadeloupe. Le 28 février, ils ont de nouveau donné leur consentement à un accord entre « *partenaires sociaux* ». Elie Domota (UGTG) a parlé d'un « *accord qui vaut son pesant d'or* ». Max Evariste (FO) prétend que « *logiquement, ça devrait déboucher sur une reprise du travail assez rapidement* ».

En fait, le Medef, représentant les plus grosses entreprises (et les plus gros profits), a refusé de signer ; son représentant, Willy Angèle, a multiplié les provocations à l'égard des syndicalistes. Le préfet, Nicolas Desforges, a n'a pas caché que « *l'accord, pour le moment, ne concerne que 15 à 17 000 salariés sur 85 000 salariés* ». Le secrétaire d'État à l'Outre-mer a précisé que 100 euros seraient assurés par l'État pendant deux ans, 50 euros par les collectivités locales (conseils général et régional) et 50 euros seulement par le patronat.

Au mieux, les patrons ne verseraient que 50 euros de plus par mois, et qu'à une partie des salariés, comme si tous ne subissaient pas la vie chère. Autrement dit, la profitation continuerait de plus belle. Le gouvernement au service du Medef en tirerait une raison, une fois de plus, d'exempter les capitalistes de payer les cotisations sociales qui servent à financer la Sécurité sociale ! Les concessions du patronat et du gouvernement Sarkozy-Fillon sont loin des 200 euros pour tous et de la garantie de la baisse des prix des produits de première nécessité ou du logement.

CONTRE LA PROFITATION, IL FAUT LE CONTRÔLE OUVRIER ET UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

La grève générale ne peut durer indéfiniment. Le problème est de savoir si la production, le transport et la distribution redémarrent avec les mêmes exploiters, sous le contrôle de l'État capitaliste et colonial, ou sur la base du contrôle des travailleurs sur le processus de production, sur les prix, sans hésiter à recourir à l'expropriation des Békés et des groupes capitalistes (Total...) qui résisteraient. Contrôle ouvrier et populaire ! Dehors, les forces de répression ! La représentation des travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique, doit prendre en mains les affaires des Antilles. Mise sur pied de comités dans les entreprises et administrations, les quartiers et les villages, pour désigner leurs représentants au collectif de chaque île ! Gouvernement t ouvrier et paysan sur cette base ! Création d'un parti ouvrier révolutionnaire ayant pour but le pouvoir ouvrier et le communisme !

L'économie de la Guadeloupe et celle de la Martinique ne peuvent vivre dans l'isolement : établissement d'une collaboration sur une base équitable avec la France et de liens de toutes sortes avec Cuba, avec toutes les Antilles-Caraïbes, avec le Québec, avec toute l'Amérique centrale et du Nord !

EN FRANCE AUSSI : 200 EUROS POUR TOUS, GRÈVE GÉNÉRALE !

Jusqu'à présent, les directions syndicales françaises, qui écartent ici la grève générale au profit de « journées d'action » et de « grèves reconductibles », ont manifesté la plus grande inertie vis-à-vis de la grève générale d'un mois en Guadeloupe. Marie-George Buffet, la secrétaire du PCF s'est contentée de réclamer « *l'ouverture de négociations* », comme Sarkozy, alors qu'elles n'ont jamais cessé. Le 13 février, Martine Aubry, la secrétaire du Parti Socialiste a déclaré qu'il fallait craindre « *la contagion* » (sic) à la France et : « *Il faut tout faire pour que cela n'arrive pas* ». Cela suffit : solidarité ouvrière avec nos frères et sœurs de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, front unique ouvrier ici même pour les 200 euros, contre les licenciements et la hausse des prix !

Si la classe ouvrière et la jeunesse de France, qui comportent de nombreux Antillais ou descendants d'Antillais, se défendent contre la crise capitaliste, affrontent le gouvernement Sarkozy-Fillon, si elles reprennent les revendications ouvrières de la Guadeloupe, si elles s'engagent dans la grève générale, elles apporteront la meilleure aide possible aux travailleurs des Antilles qui ont montré la voie de la lutte de classe.

28 février 2009